



EUROMÉDITERRANÉE
Établissement Public d'Aménagement – Marseille

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES RELATIF AUX MARCHES SUBSEQUENTS

Accord-cadre pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics du secteur des Crottes dans l'extension Euroméditerranée 2 à Marseille

Caractéristiques principales du marché subséquent



Marché conclu à prix unitaires



Exécution par ordre de service



Durée indiquée dans chaque marché subséquent



Prix unitaires avec révision des prix mensuelle au service fait

Ce document définit les règles encadrant l'exécution des marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre.



Les clauses du présent CCAP qui sont accompagnées de cet icône sont susceptibles d'être précisées, voire modifiées, lors de la passation du marché subséquent

Sommaire

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 Objet de l’opération et emplacement des travaux	4
1.2 Forme du marché public et allotissement	4
1.3 Tranches optionnelles	4
1.4 Durée du marché	4
1.5 Parties contractantes	4
1.6 Autres intervenants	5
1.7 Sous-traitance	6
1.8 Ordres de services	6
1.9 Confidentialité	6
1.10 Protection de la main d’œuvre et conditions de travail	7
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE SUBSEQUENT	7
2.1 Pièces particulières	7
2.2 Pièces générales.....	7
ARTICLE 3 : DELAIS ET PENALITES.....	8
3.1 Délais d’exécution	8
3.2 Pénalités.....	9
ARTICLE 4 – REALISATION DES OUVRAGES	12
4.1 Période de préparation	12
4.2 Plan d’assurance qualité	13
4.3 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	14
4.4 Sécurité et hygiène du chantier	14
4.5 Aspect des travaux en site urbain	14
4.6 Aspect des travaux en site urbain ancien.....	15
4.7 Aspect des travaux à proximité d’un cours d’eau naturel	15
4.8 Rendez-vous de chantier.....	15
4.9 Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire	15
4.10 Exécution aux frais et risques	15

ARTICLE 5 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	16
5.1 Forme et contenu des prix.....	16
5.2 Variation des prix	17
5.3 Avance.....	18
5.4 Prestations supplémentaires ou modificatives	18
5.5 Augmentation du montant des travaux	18
5.6 Retenue de garantie.....	19
.....	19
5.7 Paiement	19
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	23
6.1 Clause environnementale	23
6.2 Clause d’insertion sociale.....	23
ARTICLE 8 – RECEPTION ET GARANTIES	23
8.1 Réception	24
8.2 Garanties.....	25
ARTICLE 9 – DIFFERENDS / LITIGES	26
ARTICLE 10 – RESILIATION.....	26
ARTICLE 11 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	26

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de l'opération et emplacement des travaux



L'objet de l'opération et l'emplacement précis des travaux seront définis dans chaque marché subséquent.

Les descriptions des ouvrages et les spécifications techniques des travaux sont détaillées dans les CCTP et leurs annexes.

1.2 Forme du marché public et allotissement

Il s'agit d'un marché public ordinaire conclu à prix unitaires conformément à l'article R2112-6 1° du code de la commande publique.

Les travaux sont divisés en 2 lots comme suit :

- Lot 1 : Voirie, réseaux divers, fontainerie, éclairage et mobilier
- Lot 2 : Plantations, arrosage et aire de jeux.

1.3 Tranches optionnelles

Le marché subséquent ne comporte pas de tranches.

1.4 Durée du marché

Pour le lot 1, les marchés subséquents débiteront à compter de leur notification et s'achèveront au terme du délai de garantie de parfait achèvement, soit 12 mois à compter de la réception des travaux, le cas échéant prolongée.

Pour le lot 2, les marchés subséquents débiteront à compter de leur notification et s'achèveront au terme des travaux de finalisation, soit 24 mois à compter de la réception des travaux, le cas échéant prolongée.

1.5 Parties contractantes

1.5.1 Le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'EPAEM, représenté par sa Directrice Générale ou ses représentants.

1.5.2 Le titulaire

Les caractéristiques du titulaire sont précisées dans l'Acte d'Engagement du marché.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Ce changement n'affectant pas la forme juridique du Titulaire et n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale, un avenant ne sera pas nécessaire.

Le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché public dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public serait transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de le marché public par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de le marché public au nouveau titulaire.

1.5.2.1. Partage de responsabilités entre les cotraitants

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'au terme du présent marché.

La répartition des responsabilités entre co-traitants conjoints sera déduite de la convention de groupement transmise au maître d'ouvrage dans le cadre de l'offre. A défaut, le maître d'ouvrage déduira cet engagement de la répartition des honoraires par co-traitant et élément de mission pour lesquelles un ou plusieurs cotraitants ont chiffré la réalisation d'une prestation dont ils prennent de fait, la responsabilité.

1.5.2.2. Remplacement d'un cotraitant défaillant

En application des articles R. 2194-1 et R. 2194-6 du code de la commande publique, le mandataire du groupement pourra proposer à l'acheteur de modifier sa composition dans les cas limitatifs suivants :

- Si l'un des co-traitants cesse son activité, s'il se trouve dans une situation de défaillance économique, s'il décède ou s'il est frappé d'incapacité civile ;
- Ou si un des cotraitants est défaillant dans l'exécution de ses prestations.

Le mandataire propose sans délai à l'acheteur l'une des solutions suivantes :

- Soit de réaliser lui-même les prestations qui restent à réaliser par le membre défaillant du groupement ;
- Soit de faire réaliser ces prestations par un autre membre du groupement ;
- Soit de présenter un sous-traitant ;
- Soit de proposer une nouvelle entreprise pour rejoindre le groupement à la place du membre défaillant.

Ce choix est soumis à la validation de l'acheteur, notamment au vu de l'aptitude des autres membres du groupement à assurer la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans les conditions contractuelles convenues.

Si un tiers est présenté (nouveau sous-traitant ou cotraitant), celui-ci produit :

- L'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent accord-cadre pour l'analyse des candidatures ;
- Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion définis par les articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

Un avenant est conclu entre l'acheteur et l'ensemble des cotraitants. Cet avenant détermine la nouvelle composition du groupement.

Par ailleurs, en cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants, l'acheteur conserve dans tous les cas la possibilité de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 11 de ce CCAP.

1.6 Autres intervenants

1.6.1 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement d'entreprises pluridisciplinaire représenté par son mandataire :

SUEZ CONSULTING – SAFEGE SAS
30 avenue Henri Malacrida – Bâti D – Aix Métropole
13100 Aix en Provence

La mission du maître d'œuvre est constituée des éléments suivants :

Missions de base	<ul style="list-style-type: none">- Avant-Projet (AVP) ;- Etudes de Projet (PRO) ;- Assistance à la passation des marchés de travaux (ACT) ;- Visa des études d'exécution (VISA) ;- Direction de l'exécution des travaux (DET) ;- Assistance aux opérations de réception (AOR) ;
Missions complémentaires	- Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC).

1.6.2 Contrôle technique

Pour chacun des marchés de travaux concernés par l'obligation de disposer d'un contrôleur technique, ce dernier sera désigné ultérieurement dans le cadre de l'accord-cadre transverse de l'établissement pour les travaux soumis au contrôle technique.

Coordonnées et missions :

1.6.3 Coordination de la Sécurité et Prévention de la Santé (SPS)

Pour les marchés de travaux concernés par l'obligation de disposer d'un coordonnateur sécurité et protection de la sante, ce dernier sera désigné ultérieurement dans le cadre de l'accord-cadre transverse de l'établissement.

Coordonnées et missions :

1.7 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par le maître d'ouvrage et de l'agrément de ses conditions de paiement. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Il est demandé l'établissement d'une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) pour chaque marché subséquent.

1.8 Ordres de services

Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre au titulaire par tout moyen de communication permettant d'en attester la date certaine de réception (remise en main propre, fax, LRAR, lettre recommandée électronique classique ou envoyée par la plateforme de dématérialisation PLACE ou e-mail de l'entreprise en accusant expressément réception).

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, si le titulaire a des réserves sur un ordre de service il doit, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage, dans un délai de 7 jours.

1.9 Confidentialité

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-Travaux en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

1.10 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG Travaux, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ SUBSEQUENT

Par ordre de priorité décroissante, les pièces constitutives du marché subséquent sont celles de l'accord-cadre ainsi que les suivantes :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (Bordereau des Prix Unitaires, Descriptif des Prix Unitaires et, le cas échéant, tableau de répartition entre cotraitants) ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières commun aux deux lots et ses annexes ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières propre à chaque lot et ses annexes ;
- Le Mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) et plus particulièrement le Fascicule 35 « Aménagements paysagers, aires de sports et de loisirs de plein air » du CCTG applicable aux marchés publics de travaux de génie civil tel qu'approuvé par l'arrêté du 7 octobre 2021. En la matière, il convient de se référer aux CCTP commun et propres à chaque lot qui détaillent l'ensemble des fascicules et normes applicables pour chaque type de prestation, sans que cette liste soit pour autant exhaustive ;
- Les avis techniques du C.S.T.B et des assurances pour les procédés de construction ou matériaux donnant lieu à de tels avis.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

Les dérogations au CCAG-Travaux sont récapitulées à l'article 12 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3 : DELAIS ET PENALITES

3.1 Délais d'exécution

3.1.1 Délai d'exécution des travaux



Les délais d'exécution des travaux sont fixés dans chaque marché subséquent. Ils courent à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

L'exécution des travaux se fait dans un contexte urbain dense et sujet à une évolution urbaine rapide. Le délai d'exécution tient compte de ce contexte et en particulier des opérations connexes (construction d'ilot bâti ou aménagement urbain et génie civil). Il est établi sur la base de principes de phasage qui tiennent compte de ces contraintes extérieures et du maintien en continu des circulations et usages.

3.1.2 Calendrier détaillé d'exécution

Les titulaires disposent d'un délai de deux semaines, à compter du début de la période de préparation, pour transmettre un projet de calendrier détaillé d'exécution. Ce calendrier distingue les différents ouvrages et précise :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution et des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier avec des indications de rendement ;
- Les points d'arrêts ;
- Les durées de commandes de fournitures et délais d'approvisionnement ;
- Les jalons relatifs aux contraintes des intervenants extérieurs ou toutes autres conditions relatives à l'exécution du chantier.

Les jalons seront précisés dans chaque marché subséquent. A noter toutefois que le titulaire est informé qu'Euroméditerranée a été lauréat, pour mener à bien cette opération, d'une subvention FEDER délivré par l'Union Européenne via la Région SUD. A ce titre, l'EPAEM s'est engagé à achever la partie de travaux comprenant la partie basse l'avenue F. Zoccola, la place Emmanuelli, les rues Quinet et Caria avant fin 2026. Cette contrainte sera rappelée dans le premier marché subséquent.

Soumis au maître d'œuvre, le calendrier détaillé d'exécution est approuvé par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins 10 jours avant la fin de la période de préparation. Une fois approuvé et notifié, il devient contractuel, sous réserve de compatibilité avec le calendrier général des travaux.

Ce calendrier sert de référence pour identifier d'éventuels retards et appliquer des pénalités. Le délai d'exécution propre à chaque lot commence à la date de l'ordre de service. Le maître d'œuvre peut le modifier, avec l'accord des titulaires concernés, dans la limite des délais globaux.

3.1.3 Prolongation des délais

Conformément aux dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de signaler au maître d'œuvre, par tout moyen permettant d'attester d'une date certaine de réception, et dans un délai de 7 jours, tout événement susceptible de motiver une prolongation des délais d'exécution accompagné des justificatifs idoines.

Il est fixé 24 jours d'intempéries réputées prévisibles sur toute la durée de l'accord-cadre. Partant, les jours considérés seront précisés dans les marchés subséquents et s'inscriront dans ce cadre.

En application possible du troisième alinéa du 2.3 de l'article 18 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux peuvent être prolongés si des phénomènes naturels dépassent des seuils d'intensité définis. Les seuils sont les suivants :

Nature du phénomène	Intensité limite	Tâches concernées
Pluie	50 mm sur 24h entre 6h et 18h	Toutes
Vent	70km/h en rafales	Toutes
Froid	Température moyenne de la journée inférieure à -3°	Toutes
Neige	10cm sur 24h	Toutes

Le lieu de référence pour ces mesures est la station météorologique de Marseille - Corniche, et le titulaire doit fournir des rapports météorologiques pour justifier chaque journée d'intempéries.

Cependant, ces prolongations n'entraînent pas de droit à indemnisation, sauf si les intempéries sont qualifiées comme imprévisibles au sens strict de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux et provoquent un bouleversement économique du marché.

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux les prolongations de délais dues aux intempéries (3e alinéa de l'article 18.2.3) ne seront accordées qu'après épuisement du nombre de jours d'intempéries prévisibles définis au 1er alinéa du même article.

3.1.4 Délais de remise des documents et échantillons

En plus des délais mentionnés au CCAG-Travaux, les documents devront être remis dans les délais indiqués ci-après. Ces délais courent à compter de l'OS prescrivant le démarrage de la période de préparation.

Les différents délais par nature de document sont les suivants :

Document	Délai
PPSPS du titulaire	2 semaines
PET (Programme d'Exécution des Travaux, comprenant les matériels et méthodes et le Projet d'Installation de Chantier)	3 semaines
Plans d'exécution des ouvrages soumis au VISA de la MOE	4 semaines
Plan d'assurance qualité	2 semaines
SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets)	3 semaines
Planning détaillé d'exécution (études et travaux)	2 semaines
Mise en place du panneau de chantier suivant maquette MOA (fichier exemple fourni par la MOA, fichier BAT à fournir au MOA pour validation)	4 semaines
Accostage financier basé sur les études d'exécution (pré-métrés)	5 semaines
Inspection télévisuelle des différents réseaux gravitaires existants	5 semaines
Récépissé de dépôt des arrêtés de circulation	4 semaines
Réalisation d'un levé topographique contradictoire	4 semaines
Echantillons et planches d'essais (voir CCTP de chaque lot)	4 semaines

3.2 Pénalités

En complément et par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux, cette clause précise les pénalités applicables en cas de manquements par le titulaire.

Les pénalités sont cumulables, non révisables, et s'appliquent sans mise en demeure préalable, sauf indication contraire dans le présent CCAP.

Tous les jours sont comptés en jours calendaires.

Il est également précisé que le montant des pénalités n'est pas plafonné.

3.2.1 Retenues provisoires

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre sur une tâche critique ou devenue critique du calendrier détaillé d'exécution des travaux, une retenue provisoire de 1200 € pourra être appliquée à l'entreprise responsable du retard par jour calendaire de retard sur le délai global et de 2000 € à l'entreprise responsable du retard par jour calendaire de retard sur le jalon n°1 (subvention FEDER).

Ces retenues sont levées lors des acomptes mensuels suivants, sauf si le titulaire n'a pas achevé ses prestations dans les délais ou si les prestations terminées dans les délais ont perturbé le chantier ou causé des retards. Dans ces deux cas, les retenues deviennent des pénalités définitives.

3.2.2 Pénalités pour retard

Le titulaire s'engage à respecter le délai global d'exécution prévu au calendrier des travaux. Le retard est mesuré entre la date prévue d'achèvement indiquée au calendrier détaillé d'exécution et la date réelle indiquée au PV de réception.

A chaque journée calendaire de retard constatée, une pénalité de 1000 euros (lot 1) ou 500 euros (lot 2) par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire.

3.2.3 Pénalités pour manquement

Objet	Pénalité encourue en €
Absence à une réunion (hors réunion sur la clause sociale)	200 € par absence
Non recevabilité de documents	200 € par document
Erreur significative dans un récolement	200 € par jour avant correction du document à partir de l'avis émis par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage signifiant l'erreur significative
Ordre de service non exécuté	300 € par jour calendaire de non-exécution des dispositions demandées dans l'OS
Travail dissimulé (non-respect du Code du travail)	10 % du montant du marché
Non déclaration d'un sous-traitant	1000 € par manquement observé
Non communication du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants à l'Acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande (article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux)	100 € par jour calendaire de retard à défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'Acheteur, par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux
Absence de production du schéma d'organisation et de gestion des déchets visé à l'article 36.2.1 du CCAG-Travaux ou des éléments attestant de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier visé à l'article 36.2.2 du même CCAG	500 € par jour calendaire de retard à défaut d'avoir produit les éléments à l'échéance d'un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'Acheteur
Retard dans la fourniture des documents et échantillons en phase de période de préparation (voir paragraphe 3.1.4 du présent CCAP)	250 € par jour calendaire de retard et par document, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux
Retard dans la fourniture des documents de récolement à l'issue de la réalisation des travaux	400 € par jour calendaire de retard et par document, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux. Les documents de récolement sont requis 15 jours avant la date de réalisation des OPR.
Retard dans la levée des réserves émises lors de la réception ou pendant le délai de garantie de parfait achèvement	Pénalité de 400 € par jour calendaire de retard et par réserves non levées jusqu'à la levée de l'ensemble des réserves
Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux	400 € par jour calendaire de retard
Carence dans la production des documents requis au titre de la Sécurité et de la Protection de la Santé ou dans leur application	Pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard constaté dans la remise des documents à produire, ou par infraction constatée par rapport aux consignes d'hygiène et sécurité et aux dispositions du PGC.
Non-respect hygiène et sécurité avant mise en demeure	400 € par infraction
Non-respect hygiène et sécurité après mise en demeure	800 € par infraction

Abattage d'arbres non autorisé ou dégradations de végétaux existants	Pénalité de 5000 € par arbre ou végétaux constaté
Non-respect convocations ou demandes d'interventions écrites	400 € par demande
Non-respect des prescriptions de limitation de bruits et vibrations	400 euros par infraction constatée
Non-respect des préconisations techniques du maître d'œuvre, du CT et/ou du SPS, relevant de la sureté des usagers et riverains du site	1000 euros par infraction constatée
Carences dans la prise de possession du terrain et des emprises	- Etat défectueux de la clôture, non-conformité d'aspect, de constitution ou de hauteur /Absence du panneau d'information public : Par jour ouvrable : 450 € - Non-conformité des installations de chantier sur le plan approuvé par le Maître d'œuvre Par jour ouvrable : 450 € -Non-conformité de l'emprise lors de la restitution Par jour ouvrable : 500 €
Carence dans la remise en place des signalisations de voirie	Par jour ouvrable : 500 €
Carence dans l'exécution des stipulations du SOGED	Pénalité de 1500 € par jour ouvrable d'infraction constatée.
Carence dans l'exécution des stipulations du PAQ	Pénalité de 1500 € par jour ouvrable d'infraction constatée.
Non-respect des dispositions écrites dans la note d'organisation de chantier et pour non-respect des dispositions Il s'agira là notamment : <ul style="list-style-type: none"> des défauts d'utilisation de dispositifs de nettoyage et décrochage des engins avant sortie du chantier ; des défauts de nettoyage des zones de chantier, de leurs accès, des voiries publiques (*), des domaines privés ou publics à proximité des zones d'intervention des défaut d'enlèvement de déchets de chantier ; des défauts de signalisation ou protection efficace pour les travaux effectués sur le domaine public ; dépôt de matériel, matériaux, terres, gravois, en dehors des zones prescrites (zones de stockage indiquées dans le Plan d'Installation de Chantier) ; en cas de nuisances autre que les bruits décrits au § suivant du présent CCAP ; et du non respect de la législation concernant la sécurité et notamment carence de protection efficace de zones d'intervention et isolement de la zone chantier des zones d'enseignement, des matériels de chantier, permis feu, etc. (*) Par voirie publique, on entend l'intégralité des voiries empruntées par les engins de chantier dans le cadre de cette opération	Pénalité de 1000 € pour chaque constat de non-respect des dispositions 500 € par jour calendaire de retard en cas de mise en demeure non suivi d'effet
Retard dans les travaux de remise en état ou de remplacement pendant le délai de garantie Les délais accordés au titulaire pour les travaux de remise en état ou de remplacement sont définis par le Maître d'œuvre.	Pénalité de 500 € par jour calendaire de retard pour chaque poste dont l'utilisation est subordonnée à l'exécution de la remise en état ou du remplacement.
NON RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	
Non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au Titulaire	60 € par heure d'insertion non réalisée
Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion	100 € par jour calendaire de retard à compter de la mise en demeure par l'Acheteur
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	100 € par absence après mise en demeure restée infructueuse de justifier son absence
NON RESPECT DE LA GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER	
Sensibilisation du personnel aux risques environnementaux et aux mesures à mettre en œuvre. Réalisation d'un ¼ environnement à chaque démarrage de phase de travaux et après chaque indicent.	Pénalité de 500 € par infraction constatée (ces éléments devant être consigné dans le journal de chantier)
Aménagement et entretien d'aire d'entretien et d'approvisionnement de chantier	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect des zones de stockage et de dépôts des déchets validés dans le plan d'installation de chantier	Pénalité de 500 € par infraction constatée

Evacuation des déchets systématiques en fin de journée	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Entretien des zones de stockage et de dépôts des déchets	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Triage et valorisation des déchets comme demandé au CCTP	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect de l'interdiction de procéder au brulage, l'enfouissement ou l'incinération de déchets (sauf spécificité liée au chancre coloré)	Pénalité de 1500 € par infraction constatée
Respect de l'interdiction des déversements sur le sol ou dans l'eau (MES, laitances du béton, déchets, produits divers...)	Pénalité de 5000 € par infraction constatée
Respect du stockage des produits dangereux dans des bacs de rétention dans l'enceinte de l'installation de chantier	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Présence d'un kit-antipollution sur les zones de chantier	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Présence d'un dossier sur l'entretien des engins de chantier (liste du matériel, date de mise en service, date des entretiens)	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect de l'imposition d'arroser les zones de remblaiement par temps secs	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect de l'obligation de bâcher les véhicules les camions et gérer efficacement les stocks de matériaux pour éviter les envols de poussière	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect de la limitation de vitesse à 20 km/h dans le chantier	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect des horaires de travaux prescrits dans les arrêtés	Pénalité de 500 € par infraction constatée
Respect du niveau de bruit vis-à-vis de la réglementation, mise à disposition d'engins de chantier récents (postérieur à 2002)	Pénalité de 500 € par infraction constatée

ARTICLE 4 – REALISATION DES OUVRAGES

4.1 Période de préparation

Conformément à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation est fixée à 2 mois à compter de l'ordre de service prescrivant son démarrage.

La participation du titulaire à chacune des réunions de chantier susceptibles d'être organisées durant la période de préparation est obligatoire.

Il est procédé au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du CCAG-Travaux aux opérations suivantes :

Intervenant	Tâche à réaliser
Maître d'œuvre – OPC	<ul style="list-style-type: none"> Remise au titulaire des modèles de décomptes mensuels ; Communication au titulaire du système de numérotation des plans et du circuit de diffusion des documents ; Etablissement des outils de suivi des visas des documents d'exécution
Titulaire du présent marché	<ul style="list-style-type: none"> Etablissement et envoi de la déclaration d'intention de commencement des travaux aux diverses administrations et établissements concernés conformément à la Circulaire du 30 octobre 1979 ; Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux (PET), conformément à l'article 28.2.1 du CCAG-Travaux Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier (PIC), y compris les raccordements nécessaires aux alimentations en eau, électricité et télécommunication du chantier, et des ouvrages provisoires. Etablissement du programme des études d'exécution (PEE)

	<ul style="list-style-type: none"> •Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages précédemment validé par l'ensemble des membres d'un éventuel groupement •Etablissement du SOPAQ et du PAQ ou de leur actualisation si ceux-ci ont été fournis à l'offre. Ils doivent comprendre notamment : <ul style="list-style-type: none"> -une note d'organisation du chantier : personnel d'encadrement, moyens généraux en matériel ; •Etablissement des plans de phasage, le maintien des usages et les contraintes extérieures avec les modes opératoires permettant l'étude de ce phasage •Etablissement et mise au point du SOPRE (Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement) comprenant notamment : •Etablissement et mise au point du SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de chantier). •Elaboration d'un calendrier des engagements financiers. •Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur SPS ; leur absence fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. •Etablissement et mise au point du calendrier précisant la ventilation du volume d'heures concernant les mesures d'ordre social sur la durée du marché en respectant a minima le nombre d'heures sur lesquelles le titulaire s'est engagé. •Etablissement des constats d'huissiers pour tous les ouvrages publics ou privés susceptibles d'être touchés pendant les travaux. Le titulaire sera tenu de fournir le constat d'huissier dématérialisé. •Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre des notes de calcul permettant de justifier le maintien des mitoyens ainsi que celles permettant de dimensionner les confortements. •Etablissement et fourniture du panneau de chantier et du panneau de communication conformément à la charte graphique de l'EPAEM, et le modèle défini. Les fichiers sources correspondant seront transmis au maitre d'ouvrage.
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

4.2 Plan d'assurance qualité

Le titulaire devra établir un plan d'assurance qualité.

Le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) explicite les dispositions adoptées par l'entrepreneur pour obtenir la qualité requise et les principales modalités du contrôle interne et externe.

Les dispositions relatives au PAQ sont précisées dans les CCTP commun.

4.3 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les études d'exécution sont entièrement réalisées et financées par le titulaire. Elles incluent les levés topographiques, campagnes géotechniques et sondages destructifs nécessaires à l'exécution du chantier.

Ces études sont soumises au visa du maître d'œuvre, du contrôleur technique et à l'avis du coordonnateur SPS, conformément aux dispositions du marché.

Elles doivent être soumises à temps pour obtenir les plans visés au moins 20 jours avant le début des travaux. Toute modification tardive sera prise en compte dans la limite du possible.

4.4 Sécurité et hygiène du chantier

En complément des dispositions de l'article 31.4 du CCAG Travaux, il est demandé au titulaire de désigner une personne nommée « correspondant de sécurité » et de l'équiper d'un téléphone portable joignable par tous les intervenants du chantier. Il aura toute autorité pour faire appliquer les consignes, en termes d'hygiène et de sécurité, données par le maître d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les coordonnateurs de sécurité sur le site.

Le titulaire devra fournir à l'EPAEM, avant la date prescrite pour le commencement des travaux, une liste nominative des personnes qui exécuteront les prestations et signalera tout changement de personne au moins 24h à l'avance.

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées par elle indésirables en précisant le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et y compris ses sous-traitants conformément à l'article 31.5.1 du CCAG travaux.

4.5 Aspect des travaux en site urbain

Outre les mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité, le titulaire est soumis au respect des prescriptions suivantes :

- **Identification de l'entreprise** (art. 31.1.4 du CCAG-Travaux) : L'entreprise doit être identifiable en permanence par le public grâce à des panneaux d'information agréés par le maître d'œuvre, mentionnant sa raison sociale, son adresse et **son numéro de téléphone**.
- **Clôture des installations de chantier** (art. 31.4.1 du CCAG-Travaux) : Les installations doivent être sécurisées par des clôtures agréées par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, adaptées à la nature fixe ou mobile des travaux et à leur durée.
- **Propreté des locaux et installations annexes** (art. 31.4.2 du CCAG-Travaux) : Le titulaire doit maintenir en parfait état de propreté les locaux et installations annexes du chantier, y compris leur aspect extérieur (désaffichage et remise en peinture si nécessaire).
- **Entretien des véhicules et engins de chantier** (art. 31.6 du CCAG-Travaux) : Les véhicules et engins doivent être facilement identifiables, bien entretenus et propres, y compris en sortie de chantier grâce à un dispositif adapté.
- **Gestion des déchets** (art. 37.1 du CCAG-Travaux) : Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les dépôts de déchets sauvages sur le chantier.

Ces mesures sont prises spontanément par le titulaire. A défaut, le maître d'œuvre prescrit, par ordre de service, l'exécution des travaux de propreté manquants et le délai dans lequel ils doivent être exécutés.

4.6 Aspect des travaux en site urbain ancien

Le titulaire devra respecter l'ensemble des dispositions inscrites dans les CCTP concernant les moyens et méthodologies de réalisation des travaux à proximité des bâtis anciens du quartier. En effet, ces derniers requièrent des précautions notamment sur l'aspect vibratoires pour ne pas endommager les structures existantes.

Il est rappelé dans les documents techniques, le caractère impératif de mettre en œuvre tout au long du chantier un dispositif de suivi des vibrations et déplacements des structures avec alertes sur la base des seuils définis. En cas de dépassement des seuils, le titulaire devra respecter un temps d'arrêt pour revoir sa méthodologie d'intervention et s'assurer de l'absence de dégât. Le dépassement éventuel des seuils donnera lieu à un signalement dans le journal de chantier et auprès du maître d'œuvre.

4.7 Aspect des travaux à proximité d'un cours d'eau naturel

Le titulaire devra respecter l'ensemble des dispositions inscrites dans les CCTP concernant les démarches environnementales. En effet, les réseaux pluviaux actuels et à venir du site d'intervention sont directement raccordés au ruisseau des Aygalades (fleuve côtier méditerranéen dont l'estuaire se situe dans le GPM). Toute pollution émise dans les eaux pluviales ne pourra donc être gérée en amont et constituera une pollution du milieu naturel avec les implications pénales associées.

4.8 Rendez-vous de chantier

Le titulaire doit assister aux rendez-vous de chantier organisés par la maîtrise d'œuvre ou y déléguer un représentant habilité à l'engager et à donner les instructions nécessaires.

Toute absence ou délégation à une personne insuffisamment qualifiée engage sa responsabilité, notamment pour les dommages éventuels, et sera mentionnée dans le rapport de chantier.

Un rapport, rédigé par la maîtrise d'œuvre après chaque réunion, est diffusé à toutes les entreprises. La présence de certains sous-traitants peut être exigée.

4.9 Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

Si le marché est résilié par application de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, le titulaire doit assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installation réalisés et ce, jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire.

L'EPAEM pourra faire procéder à toutes mesures de gardiennage et de mise en sécurité aux frais et risques du titulaire.

4.10 Exécution aux frais et risques

Si le titulaire n'a pas réalisé les travaux prévus dans le cadre du présent marché subséquent, dans le délai fixé par ordre de service et après constat du maître d'œuvre, ce dernier le met en demeure d'exécuter les travaux concernés dans un nouveau délai qu'il détermine.

À l'expiration de ce nouveau délai, le maître d'ouvrage peut faire exécuter les travaux aux frais et risques du titulaire défaillant.

Conformément à l'article 11.3.7 du CCAG, le surcoût engagé par le maître d'ouvrage sera déduit des sommes dues au titulaire pour les prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le montant initialement prévu pour les prestations confiées au titulaire et le montant effectivement payé pour leur exécution par un tiers.

L'EPAEM se réserve également le droit de renoncer à la réalisation des prestations, moyennant une réfaction équivalente appliquée au titulaire défaillant.

ARTICLE 5 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

5.1 Forme et contenu des prix

Le marché subséquent est passé à prix unitaires.

A ce titre, les travaux seront réglés par les prix unitaires indiqués au Bordereau des prix unitaires (BPU), appliqués aux quantités réellement exécutées.

Conformément aux dispositions de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix indiqués dans le BPU doivent comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux.

Le titulaire doit également y intégrer les contraintes et caractéristiques inhérentes à la présente opération, à savoir :

- Les frais d'encadrement pour la participation aux différentes réunions (coordination, synthèse, planning, sécurité...);
- L'établissement des documents contractuels nécessaires à la réalisation des travaux (études d'exécution / PAQ / PPSPS);
- Les installations générales de chantier;
- Les démolitions diverses et les dégagements des emprises;
- La signalisation de chantier;
- Toutes les contraintes d'approvisionnement, de livraison et de pose de matériaux issus du réemploi;
- Une coactivité et interface importante avec plusieurs marchés de travaux connexes qui s'exécuteront dans la même temporalité :
 - o l'exploitation du PEM Bougainville par la RTM (connexion de nombreuses lignes de bus + métro M2)
 - o le maintien des accès généraux et de secours au métro M2
 - o le jalonnement pour chaque accès (VL, BUS, cycle, piétons) au PEM Bougainville au fur et à mesure du passage
 - o les accès aux zones de secours sur l'ensemble de la zone de travaux
 - o le site de logistique RTM (avenue Zoccola)
 - o le développement immobilier du site dit La Tulipe dont le planning de travaux reste à consolider
 - o l'extension du tramway T3 sur l'avenue Roger Salengro
 - o les travaux de démolition à venir sur les fonciers RTM et la Provence au sud
 - o les travaux liés à la ZAC Littorale (boulevard Gèze ou secteur Cazemajou)
 - o les travaux concessionnaires de dévoiements de réseaux
- La réalisation de travaux à proximité de la nappe phréatique et du ruisseau des Aygalades;
- Les contraintes liées à la pollution des sols;
- Les contraintes importantes en termes de phasage et impératif calendaire notamment les travaux en lien avec le subventionnement FEDER (fin au 31 décembre 2026);
- La limitation des nuisances occasionnées près des habitations (contexte urbain important);
- La nécessité de réaliser des interventions de nuit sur les chaussées ponctuellement en fonction des contraintes de chantier, du maintien de la circulation et de l'activité du secteur;
- L'adaptation des méthodologies et moyens d'exécution à la réalisation des travaux à proximité d'un bâti ancien;
- La coordination et la communication avec les riverains et les commerçants du secteur pour garantir la bonne conduite du chantier;
- L'adaptation du phasage de réalisation pour garantir l'accès aux secours à chacune des zones du chantier en toutes les circonstances;
- Le nettoyage du chantier, l'enlèvement et la gestion des déchets dans le respect de la réglementation;
- L'établissement des DOE.

Il est précisé que l'EPAEM n'est pas responsable des travaux décidés par d'autres collectivités ou divers gestionnaires de réseaux ou d'ouvrages susceptibles d'affecter les conditions d'accès extérieures au chantier.

5.2 Variation des prix

Les prix sont révisables mensuellement selon les modalités fixées ci-après.

La révision est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision donné par la formule :

Pour le lot 1

$$P_n = P_o \times ((0,21 * (TP01n/TP01o) + 0,14 * (TP03n/TP03o) + 0,35 * (TP08n/TP09o) + 0,21 * (TP10fn/TP10fo) + 0,06 * (TP12bn/TP12bo) + 0,03 * (BT06n/BT06o))$$

Avec:

- P0 = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- Pn= prix révisé ;
- TP = Index Travaux publics ou Bâtiments publics tels qu'indiqués dans le tableau produit ci-après ;
- o = Valeur des indices de référence au mois « Mo », correspondant à la date limite de la remise des offres de l'accord-cadre
- n : Valeur de l'indice au mois « n » de réalisation des prestations (valeur définitive la plus récente à la date de révision).

Désignation du lot	Indice INSEE de révision
Lot 1 : Voirie, réseaux divers, fontainerie, éclairage et mobilier	<ul style="list-style-type: none"> • TP01 – Index général tous travaux – Base 2010 - Identifiant 001711007 • TP03a – Index Travaux Publics - Grands terrassements - Base 2010 • Identifiant 001710988 • TP08 – Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine - Base 2010 - Identifiant 001710996 • TP10f - Canalisation, assainissement et d'adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux - Base 2010 • TP12b – Éclairage public - Travaux d'installation - Base 2010 - Identifiant 001711003 • BT06 - Index du bâtiment - Ossature, ouvrages en béton armé - Base 2010 • Identifiant 001710952

Pour le lot 2

$$P_n = P_o \times ((0,9 * (EV3n/EV3o) + 0,10 * (EV4n/EV4o))$$

Avec:

- P0 = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- Pn= prix révisé ;
- TP = Index Travaux publics ou Bâtiments publics tels qu'indiqués dans le tableau produit ci-après ;
- o = Valeur des indices de référence au mois « Mo », correspondant à la date limite de la remise des offres de l'accord-cadre
- n : Valeur de l'indice au mois « n » de réalisation des prestations (valeur définitive la plus récente à la date de révision).

Désignation du lot	Indice INSEE de révision
Lot 2 : Plantations, arrosage et aire de jeux	<ul style="list-style-type: none"> • EV3 - Index divers de la construction - Travaux de création d'espaces verts - Base 2010 - Identifiant 001711016 • EV4 - Index divers de la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 - Identifiant 001711017

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

5.3 Avance

Le titulaire a droit à une avance de 5% du montant du marché subséquent supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

Le sous-traitant peut bénéficier d'une avance dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

5.4 Prestations supplémentaires ou modificatives

Il est fait application de l'article 13 du CCAG Travaux sous réserve des précisions ci-dessous.

Les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives prévoient nécessairement la juste rémunération du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG Travaux. Par conséquent, il ne sera pas fait application de l'article 14.5 du CCAG Travaux.

Les prix nouveaux sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur au mois de leur établissement. Pour faciliter le traitement des paiements (notamment l'application de la clause de révision des prix), les ordres de service fixant des prestations supplémentaires ou modificatives ajusteront les prix nouveaux aux conditions économiques du marché (mois Mo de l'accord-cadre).

Si les prix nouveaux provisoires ne sont pas contestés par le titulaire dans un délai de 30 jours suivant la notification de l'ordre de service, ils deviennent définitifs. Un avenant sera alors signé pour ajuster le montant contractuel du marché, sauf si l'ordre de service précise qu'il n'y a pas d'impact financier, en raison de diminutions de quantités sur les prestations initiales prévues.

5.5 Augmentation du montant des travaux

L'article 14 du CCAG Travaux s'applique, sous réserve des dérogations et précisions suivantes.

Lorsque les travaux atteignent le montant contractuel, le titulaire doit interrompre les travaux si aucun ordre de service du maître d'œuvre n'a été notifié dans le délai prévu par le CCAG Travaux et en l'absence de décision du maître d'ouvrage. Tout dépassement du montant contractuel doit obligatoirement faire l'objet d'un ordre de service précisant le montant maximum autorisé pour la poursuite des travaux.

L'augmentation du montant contractuel sera ensuite formalisée par un avenant.

Enfin, les prestations supplémentaires ou modificatives prévues aux articles 14.2.2 et 14.5 du CCAG Travaux sont traitées dans l'article spécifique du présent CCAP.

5.6 Retenue de garantie



Une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché, augmentée le cas échéant du montant des avenants, sera prélevée sur chaque acompte conformément à l'article R2191-34 du code de la commande publique.

Le titulaire peut remplacer cette retenue par une caution personnelle et solidaire ou garantie à première demande, à condition de la constituer intégralement avant la remise de la demande de paiement du premier acompte.

Si cette garantie n'est pas constituée ou complétée à temps, la fraction de la retenue correspondant à l'acompte sera automatiquement prélevée. Toutefois, le titulaire peut, à tout moment pendant la durée du marché subséquent, remplacer la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues à l'article R. 2196-36 du Code de la Commande Publique.

En cas d'avenant, la caution personnelle et solidaire ou la garantie à première demande devra être constituée dans les mêmes conditions.

5.7 Paiement

5.7.1 Délai de paiement

Le délai global de règlement des prestations est de 60 jours conformément à l'article R. 2192-11 du code de la Commande publique.

Le délai court à compter de la réception de la facture par le maître d'œuvre sur la plateforme Chorus Pro. Le point de départ du délai de paiement sera déterminé en application des articles R2192-12 à R2192-14 du code de la commande publique. Pour le solde, le délai de paiement commence à partir de l'acceptation du décompte général et définitif.

Tout retard de paiement ouvre droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant, conformément aux articles R. 2192-31 et R. 2192-32 du Code de la commande publique.

5.7.2 Contenu des demandes de paiement mensuelles et présentation

Il sera fait application des dispositions de l'article 12.1 à 12.2 du CCAG Travaux complétées par les précisions ci-après.

Tous les 30 du mois, les demandes de paiement mensuelles (factures) sont transmises de manière dématérialisée au maître d'œuvre sur le portail Chorus Pro.

Ce projet de décompte mensuel doit comprendre les mentions obligatoires ainsi que celles détaillées ci-dessous et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

Contenu des demandes de paiement mensuelles
Intitulé et numéro de l'accord-cadre
Numéro d'engagement juridique (marché subséquent)
Désignation des travaux réellement exécutés en distinguant : - Les travaux figurant au BPU et les quantités exécutées (périmètre initial du marché) ; - Les travaux supplémentaires ou modificatifs notifiés par ordres de service (en joignant l'OS à l'appui de la demande de paiement)
Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche.
Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
Taux de TVA applicable
Dates de réalisation des travaux
Montant de l'avance le cas échéant
Montant des approvisionnements le cas échéant

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les factures des cotraitants doivent impérativement être validées par le mandataire du groupement.

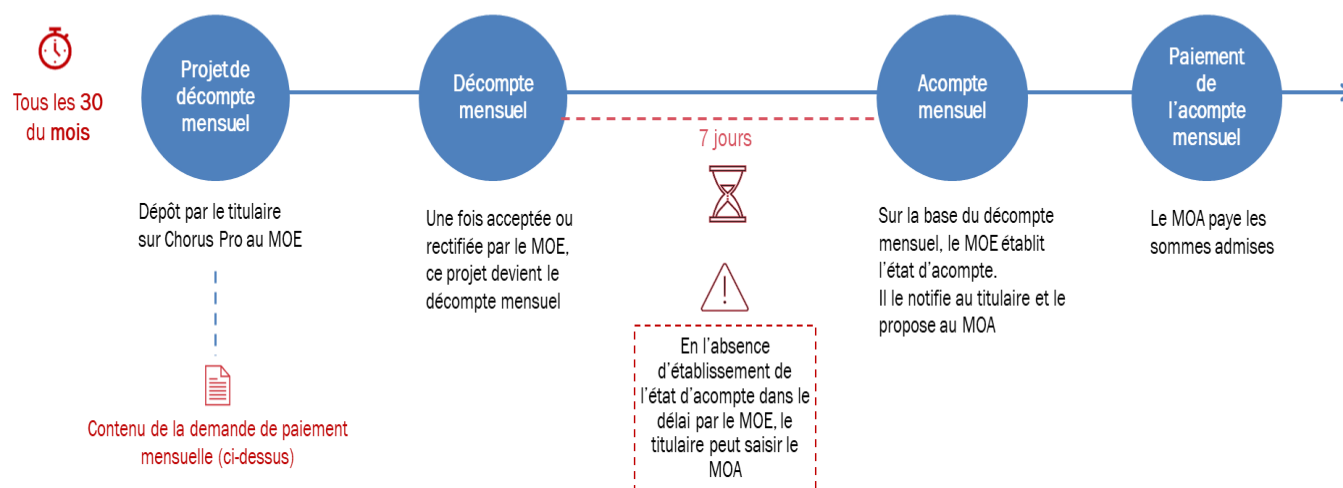
En cas de sous-traitance, une attestation de paiement direct doit être jointe.

5.7.3 Acomptes mensuels

Sur cette base et conformément aux dispositions des articles 12.2.1 à 12.2.3, le maître d'œuvre établit l'état d'acompte mensuel sur la base du modèle agréé par l'EPAEM et le projet de décompte mensuel devient ainsi le décompte mensuel.

Etant précisé que l'EPAEM dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant au choix d'opérer des rectifications ou non sur cet état d'acompte. Ainsi, toute demande de paiement ne comprenant pas une ou plusieurs de ces mentions pourra être rejetée.

Procédure de règlement des acomptes mensuels prévue par l'article 12.1 et 12.2 du CCAG Travaux



5.7.4 Demande de paiement finale

Le titulaire doit transmettre son projet de décompte final dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des travaux.

Cette transmission s'effectue via le portail Chorus Pro à l'attention du maître d'œuvre et par courriel à l'attention du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, si la réception est prononcée sous réserves (article 41.5) ou avec réserves (article 41.6), le délai commence à partir de la date du procès-verbal constatant la levée des réserves (formulaire EXE 9).



Pour les marchés de plantations, arrosage et aire de jeux (lot 2), le projet de décompte final est établi dans les 30 jours après la date de fin des travaux de finalisation.

Ce projet de décompte final doit comporter les mêmes mentions que celles détaillées pour les projets de décompte mensuel à l'article 5.7.2 du présent CCAP et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

5.7.5 Décompte général et définitif

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG Travaux, il sera fait application des dispositions suivantes.

5.7.5.1 Établissement du décompte général

Le maître d'œuvre élabore le projet de décompte général comprenant :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi selon les règles de l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Ce projet, signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, devient le décompte général.

Si les valeurs finales des index de référence sont inconnus lors de l'établissement du décompte général, le pouvoir adjudicateur notifie la révision des prix dans les 10 jours suivant leur publication. Cette date marque le début du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

5.7.5.2 Notification au titulaire

Le décompte général est notifié au titulaire, par le représentant de l'EPAEM, dans un délai de 40 jours après la remise du projet de décompte final au maître d'œuvre. En cas de retard, le titulaire peut adresser une mise en demeure, ouvrant un délai supplémentaire de 30 jours à compter de la mise en demeure avant de saisir le tribunal administratif en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.

5.7.5.3 Acceptation du décompte général et effets juridiques

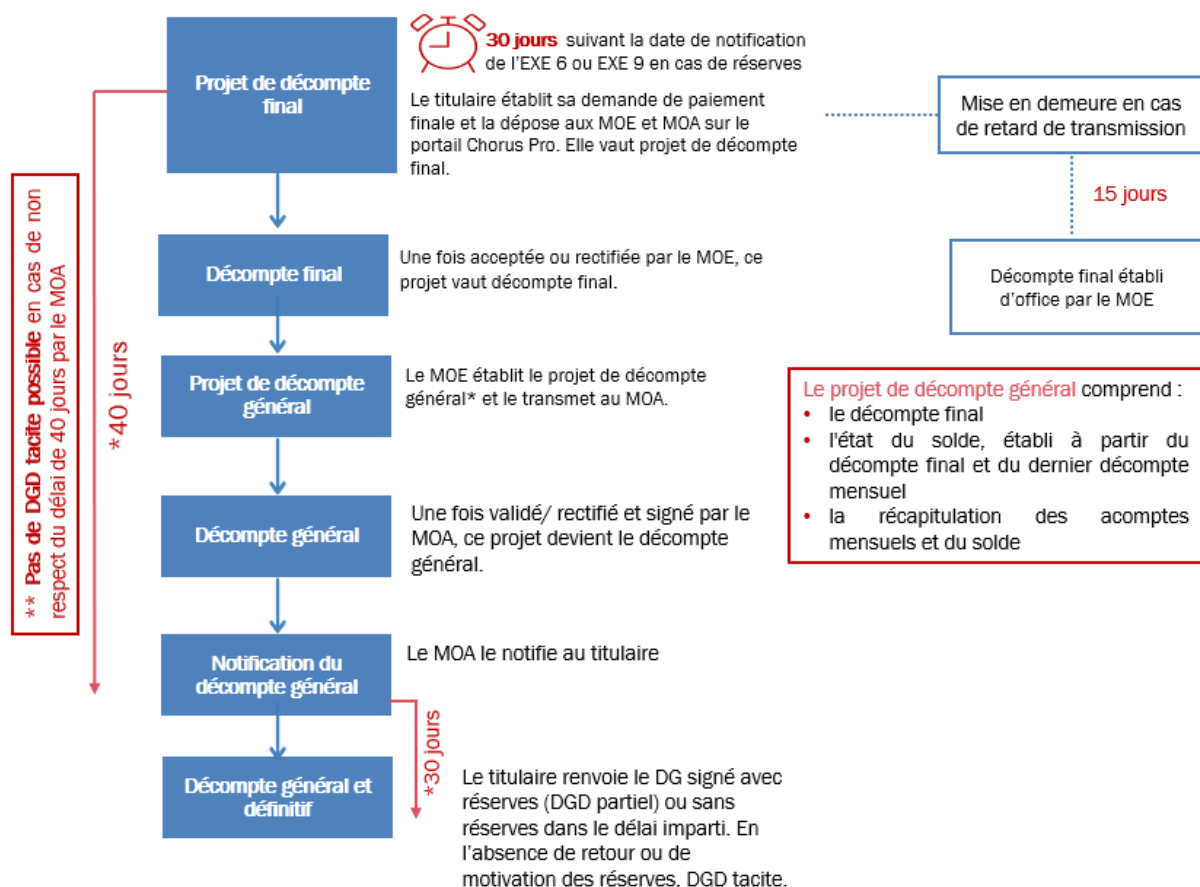
A compter de la notification du décompte général, le titulaire dispose de 30 jours pour le signer (avec ou sans réserves) ou exprimer son refus motivé et l'adresser au représentant de l'EPAEM, avec copie au maître d'œuvre. En l'absence de retour ou de motifs détaillés dans ce délai, le décompte est réputé accepté et devient définitif.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des révisions de prix et le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de trente jours fixé au présent article, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Procédure d'établissement du DGD telle que prévue à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux avec deux dérogations principales (**)



ARTICLE 6 – OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

6.1 Clause environnementale

Le marché subséquent comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental.

Celles-ci sont précisément détaillées à l'article 3.6 du CCTP Commun aux deux lots.

En outre, le titulaire s'engage à respecter ces engagements en faveur de l'environnement et figurant dans le mémoire technique de l'accord-cadre et du marché subséquent. En cas de non-respect de ses obligations en la matière, il encourt l'application des pénalités prévues à l'article 3.2.3 du présent CCAP.

6.2 Clause d'insertion sociale

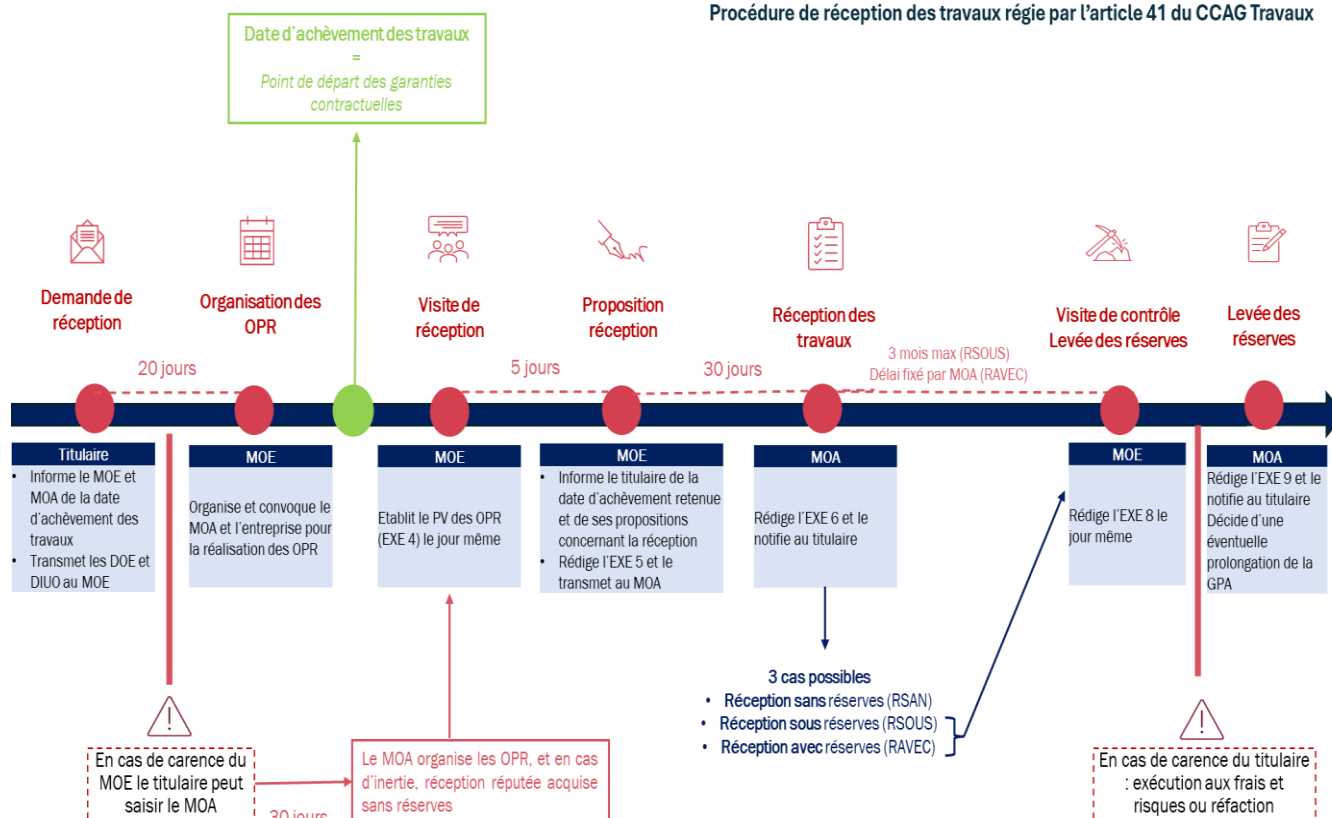
Euroméditerranée, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre les exclusions, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant une clause obligatoire d'insertion.

Les modalités de son application sont décrites en annexe du CCAP.

Le marché subséquent comporte également des conditions d'exécution à caractère social tels que décrits dans le mémoire technique du titulaire.

ARTICLE 8 – RECEPTION ET GARANTIES

Procédure de réception des travaux régie par l'article 41 du CCAG Travaux



8.1 Réception

8.1.1 Précision sur la réception : la réception globale le principe

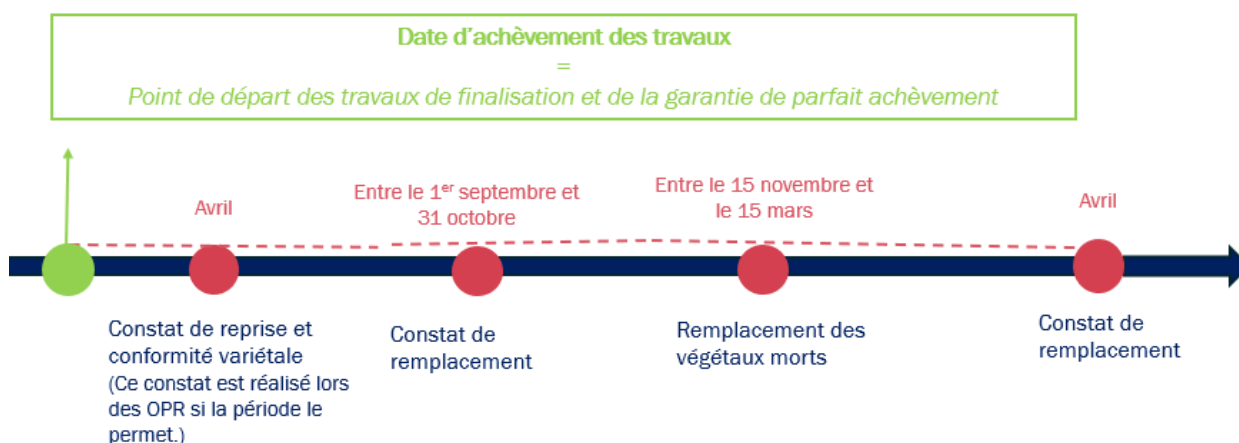
Les opérations préalables à la réception ainsi que la réception seront réalisées dans les conditions prévues au CCAG travaux et, pour le lot 3, conformément aux précisions apportées par l'article J24 du fascicule 35 du CCTG. Les essais s'effectueront suivant les modalités décrites dans les CCTP.

La réception, sans réserve, avec ou sous réserves, marque le début de la garantie de parfait achèvement (1 an) et, pour le lot 2, des travaux de finalisation (2 ans).

Le titulaire doit transmettre les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE) et les documents pour le DIUO au moment de la demande de réception des travaux.

Si le maître d'œuvre constate une impossibilité avérée, l'EPAEM peut prononcer une réception sous réserve.

8.1.1.1 Réception des travaux d'espaces verts



Si la période de l'année ne permet pas de réaliser le constat de reprise et conformité variétale, la réception est prononcée avec réserves. Les réserves sont levées après l'exécution concluante de ces constats.

Il est attendu une reprise à 100 % des végétaux, établie en particulier par leur reprise selon l'évaluation, par le maître d'œuvre, du développement de leurs parties aériennes et racinaires.

Sont considérés comme non repris (dépérissant) :

- Tout arbre présentant du bois mort ou des chancres en proportion non négligeable ;
- Les végétaux altérés, couronnes rachitiques, charpentières et rameaux dépérissant ;
- Les arbres en mauvais état sanitaire, végétaux présentant les symptômes d'attaques d'insectes, champignons ou tout autre agent pathogène connus dommageables pour l'espèce concernées ;
- Pour les arbres, lorsque plus de 25% des rameaux sont morts (bourgeons secs) ou que le quart du houppier est mort (flèche asséchée) ;
- Les végétaux ayant subi des tailles ou des dégradations qui altèreraient leur développement, leur croissance caractéristique du végétal livré (perte de la flèche, atteinte de la symétrie générale, atteinte de l'écorce...)

Les arbres seront remplacés dans la force moyenne des arbres du site au moment du constat de reprise.

Travaux de finalisation

Le marché prévoit, conformément au fascicule 35 du CCTG, des travaux d'entretien post-plantation dit « travaux de finalisation ».

Durant les travaux de finalisation, des constats de remplacement sont effectués à la fin de chaque année écoulée, pouvant déboucher sur un remplacement des végétaux constatés morts.

Les éventuels végétaux à remplacer sont définis sur la base d'un constat de de remplacement réalisé sur les conseils du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage ou son représentant, et en présence du titulaire du marché, entre le 1er septembre et le 31 octobre pour chaque année durant le délai de garantie.

Le remplacement des végétaux intervient pendant la période de repos végétatif de l'année de garantie, soit entre le 15 novembre de l'année n et le 15 mars de l'année n+1.

8.1.2 La réception partielle : l'exception

Le maître d'ouvrage se réserve la faculté de procéder à une réception partielle sur l'ensemble des lots et plus particulièrement sur le lot 2 dans les cas où tout ou partie des essences prévues au marché ne pourraient être plantées dans la période prévue à cet effet, du fait notamment des conditions météorologiques ou du retard intervenant dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

La réception partielle constitue alors le point de départ de la garantie de parfait achèvement (1 an). Pour le lot 2, elle constituera en outre le point de départ des travaux de finalisation des végétaux plantés (2 ans).

8.2 Garanties

8.2.1 Garanties contractuelles

Les travaux sont soumis à la garantie de parfait achèvement, conformément à l'article 44.1 du CCAG travaux.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai de garantie est acquise de plein droit et sans formalité jusqu'à la mise en conformité complète des travaux dont l'exécution a fait l'objet d'une mise en demeure adressée au titulaire par le maître d'œuvre ou de l'EPAEM avant l'expiration du délai de garantie.

Durant dix ans à compter de la réception des travaux, le titulaire sera également responsable de plein droit des dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement (y compris leurs accessoires), le rendent impropre à sa destination. A ce titre, le titulaire garantit également l'étanchéité des ouvrages. Il doit effectuer à ses frais toutes recherches et réparations nécessaires en cas de défaut, qu'il soit lié aux matériaux, produits ou à ses conditions d'exécution.

Les ouvrages ne sont pas soumis à l'obligation légale d'assurance, mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances. Cependant, conformément à l'article 8.1.2 du CCAG travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale.

8.2.2 Garanties particulières

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG travaux, les éléments de l'ouvrage suivants bénéficient de garanties particulières :

Eléments de l'ouvrage	Durée (ans)
Serrures de sûreté	3
Revêtements anti-graffiti	5
Peintures extérieures : protection des surfaces de matériaux ferreux	5
Inox 316	20
Pièces mobiles et/ou pièces exposés à une forte usure tel que filets et roulements	3
Revêtement de sols souples (Décollements, Craquelures, Retraits, Vieillessement anormal, Usure ponctuelle anormale non lié à l'entretien ou à l'utilisation, Non stabilité des teintes)	5
Aspect des systèmes de protection des structures métalliques	5

ARTICLE 9 – DIFFERENDS / LITIGES

En cas de différend éventuel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux, la production d'un mémoire en réclamation en bonne et due forme constitue un préalable obligatoire à la saisine du juge.

ARTICLE 10 – RESILIATION

L'EPAEM a la faculté de résilier le présent marché subséquent avant son achèvement :

- soit pour événements extérieurs, dans les conditions mentionnées à l'article 50.1 du CCAG Travaux,
- soit pour faute du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG Travaux,
- soit pour motif d'intérêt général conformément aux dispositions de l'article 50.4 du CCAG Travaux,
- soit dans les conditions fixées par l'article L. 2195-4 du Code de la Commande Publique.

Dans tous les cas, la résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par l'acheteur, et ne donne lieu à aucune indemnité (par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux).

Si le titulaire est un groupement d'entreprises, la résiliation peut être partielle (ne concerner que certains membres du groupement) ou totale (pour l'ensemble du groupement).

ARTICLE 11 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Objet	Article du CCAP	Article du CCAG TRAVAUX auquel il est fait dérogation
Prolongation du délai d'exécution	3.3	13.3
Collaborateurs du titulaire	6.1	3.4.3
Pénalités	6.3	14
Décompte général et définitif	5.7.5	12.4
Garanties particulières	8.2.2	44.1
Résiliation	10	50